



Déclaration Liminaire de la CGT Educ'Action du Var au CSA Départemental du 31 Aout 2026

L'année scolaire qui s'ouvre aujourd'hui sera une année particulière, marquée par plusieurs élections. Élections professionnelles de décembre prochain tout d'abord, puis élections présidentielle et législatives au printemps 2027.

En attendant ces prochaines échéances, et quel que soit leurs résultats la CGT fidèle à ses valeurs continuera à œuvrer à sa double besogne, défendre les intérêts des personnels et transformer la société .

Après 10 ans de gouvernements Macron, nous avons vu nos conditions de travail ainsi que la qualité du service dû à chaque usager se dégrader considérablement : nombre d'élèves par classe et impossibilité de prendre en compte la spécificité de chacun d'eux, gel du point d'indice, baisse de la couverture sociale en cas d'arrêt maladie, réforme des retraites... La liste de toutes les attaques menées par ces politiques libérales contre le service public serait bien trop longue pour tenir dans cette déclaration liminaire.

L'incertitude sur le vote du budget par le parlement et la nécessité d'une loi spéciale souligne la crise institutionnelle qui maintient notre pays dans l'immobilisme. Les récentes cyberattaques de la Direction Générale des Finances ainsi que du Ministère de l'Éducation nationale, montrent l'impréparation des services de l'État qui ne se donnent pas les moyens de protéger leurs employés et leurs administrés, illustrant de façon inquiétante la défaillance gouvernementale. D'ailleurs la CGT Educ'Action appelle les personnels à déposer plainte contre ce vol de données numériques et à demander la protection fonctionnelle à notre employeur.

Dans une ambiance crépusculaire de fin de règne, la macronie s'apprête à passer la main à ses sinistres continuateurs ou à une extrême droite complice tout autant appliquée à demanteler le service public par des privatisations. L'École publique est un enjeu de société, nous en voulons pour preuve la myriade de propositions toutes plus fantasques les unes que les autres qui s'apprête à déferler dans les médias en cette année électorale pour "sauver", "redresser", "protéger", "sécuriser", "moderniser" l'École, cela a d'ailleurs déjà commencé.

Nous devons tous avoir conscience, au moment de voter, des conséquences immédiates sur notre statut, nos conditions de travail et notre liberté pédagogique si demain, un gouvernement d'extrême droite ou de droite extrême parvenait au pouvoir. Face à cette vague réactionnaire, qui croît depuis les derniers scrutins, nous appelons à la vigilance collective contre toute tentative d'influence par le biais d'élus, d'associations ou de collectifs de parents dans la sphère éducative qui pourrait venir mettre à mal nos libertés pédagogiques et contrevenir au principe de neutralité.

Nous incitons également les membres du CSA à regarder de très près ce qu'il se passe dans les classes Défense, à la fois sur le recrutement des élèves, les partenaires et intervenants extérieurs ainsi que les enseignements qui y sont dispensés. Notre syndicat dénonce sans détour la militarisation de notre jeunesse car, sous couvert de civisme, de citoyenneté de stages professionnels, ces classes Défense peuvent devenir des classes d'embrigadement. Nous rappelons que le rôle de l'école républicaine n'est pas de former de petits soldats mais de contribuer à émanciper chaque élève afin qu'il puisse faire par la suite des choix éclairés. Ce sont de grands mots ? Un vœu pieux ? Qu'importe ! La CGT Éduc'Ation continuera de s'opposer, en conscience, à la floraison de ce type de classes et demande un meilleur contrôle de ces dispositifs.

Nous souhaitons également souligner le manque de préparation face aux vagues de canicule qui marquent nos fins d'années et nos rentrées. Notre Ministère semble découvrir chaque mois de juin que la canicule ... c'est chaud ! Certains de nos collègues se sont livrés à des relevés de température oscillant entre 33 et 35 degrés au plus fort de la journée au mois de juin dernier ... Comment peut-on décemment demander de travailler dans de telles conditions ?

Et si nous reconnaissons une volonté d'agir des services du Rectorat, cela ne s'est fait qu'au cas par cas et envers les établissements les plus en détresse qui appelaient au secours mais certainement pas de façon globale... on a encore fait du racommodage face à une situation pourtant prévisible et envisageable dans notre académie... l'une des plus ensoleillée de France !

Nous profitons de ces considérations climatiques pour saluer l'engagement et le courage des sapeurs pompiers et de tous les bénévoles qui se sont mobilisés pour lutter contre les incendies qui ont ravagé notre département. Il serait bon d'avoir une attention particulière pour les écoles et les collèges des communes impactées par ces grands feux, car des familles d'élèves et des collègues ont dû faire face à un traumatisme important en plein cœur de l'été.

Enfin nous ne cessons de dénoncer ces dernières années le manque de moyens mis à disposition de notre académie, l'une des moins bien loties de France. Et même si l'on nous oppose quelques ouvertures de postes par-ci, par-là, le compte n'y est toujours pas et nous refusons de nous satisfaire de miettes. Nous rappelons qu'à deux reprises l'an dernier, nos organisations syndicales ont voté contre la carte scolaire de notre département et le manque de moyens dans les 1er et second degrés, afin de marquer notre opposition à une politique guidée par la rigueur budgétaire.

C'est pourquoi nous défendrons aujourd'hui lors de ce CSA toutes les demandes d'ouvertures de classes demandées par les collègues .

En Juillet dernier, lors de l'audience que vous avez accordée à notre syndicat au sujet du non renouvellement de la totalité des Professeurs des Ecoles contractuels du Var, vous ne nous

aviez laissé que peu d'espoir quant à un rappel éventuel de ces personnels à la rentrée. Avez-vous aujourd'hui des chiffres plus précis concernant la réembauche de certains d'entre eux dans le 1^{er} de gré et combien également vont pouvoir basculer dans le 2nd degré ? De plus contrairement à ce que vous nous aviez laissé entendre lors de cette audience, nous avons beaucoup de retours de ces personnels relatifs à un refus de versement de l'indemnité de fin de contrat, pouvez vous nous dire combien de ces personnels vont finalement pouvoir la toucher ?

Nous souhaitons également vous interpeler M. le DASEN sur la situation de quelques établissements du second degré. Tout d'abord le lycée Janetti à St Maximin dont les personnels ont alerté vos services depuis plus d'un an et demi et ont fini par déposer un préavis de grève illimitée pour cette rentrée. Malgré la réunion qui s'est tenue ici-même en fin d'année scolaire dernière, les personnels et leurs représentants n'ont reçu aucune réponse concrète à leurs doléances et ne sont pas prêts à repartir pour une année de souffrance supplémentaire !

Ensuite le lycée du Golf Hotel à Hyères, car si le nouvel établissement est à priori opérationnel certaines procédures administratives de sécurité ne sont pas finalisées. Il serait donc question que pour tous les élèves la rentrée se fasse dans l'ancien établissement, puis que l'aménagement final du nouveau lycée se déroule le vendredi 11/09 pour une rentrée effective dans les nouveaux locaux seulement le 14/09 pour les sections concernées.

Or les collègues de ces filières ont déjà déménagé leur matériel dans le nouvel établissement, et sont inquiets sur le déroulement de ces premières semaines dans l'ancien. De même quel accueil pour les nouveaux entrants, qui vont découvrir le vieux Golf Hotel, puis 15 jours après refaire une rentrée dans le nouveau.... Ne serait il pas judicieux tout simplement de décaler la rentrée au 14 Septembre pour les élèves de cet établissement ?

Concernant les collèges du Var la situation n'est pas non plus satisfaisante en cette rentrée. Certains ont perdu des moyens d'aed par rapport à l'an dernier comme le collège Bosco à la Valette qui vous demande 0.9 ETP d'aed indispensable pour le bon fonctionnement de l'établissement. Sachant que les personnels de ce collège où il y a 4 classes d'ulis et beaucoup d'élèves à besoin particuliers, revendiquent aussi une infirmière à plein temps.

Un mot sur la santé, la sécurité et les conditions de travail pour rappeler que cette année scolaire, l'intersyndicale varoise de l'Éducation poursuivra son travail commun afin de faire respecter nos droits en ce qui concerne la reconnaissance systématique des accidents de service et le droit de retrait.

Afin de porter des revendications plus larges et faire valoir nos droits de salariés de la Fonction publique qui nous concernent toutes et tous, la CGT Éduc'Ation appelle à se mobiliser dès cette rentrée dans nos établissements et à bâtir la grève du 29 septembre prochain afin d'exiger une hausse des salaires, l'amélioration de nos conditions de travail et la défense de nos droits !